

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 83 (1995)

Heft: 8-9

Artikel: Pékin : le sprint final

Autor: Klein, Sylviane

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-280734>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

PEKIN: le sprint final

*Des milliers de femmes et d'hommes se retrouveront dans quelques jours à Pékin à l'occasion de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes.
Petit tour d'horizon avant le dernier round.*

Epreuve de force

Du 4 au 15 septembre, un nombre record de femmes assisteront à la Conférence de Pékin et plus de 35 000 au Forum des ONG organisé en parallèle.

Les effectifs des ONG de femmes se sont accru de manière exponentielle, tandis que se développaient leur force et leurs connaissances ainsi que leur travail de lobbying, acquis en particulier lors des Conférences de Rio, de Vienne, du Caire et de Copenhague.

Au cours du processus de près de trois ans qui a conduit à la Conférence de Pékin, le projet de Plate-forme d'action (connu aussi comme le Programme pour l'Égalité) est passé de 25 pages à quelque 150, ce qui reflète un apport considérable dû aux réseaux d'ONG internationales et aux recommandations adoptées par les conférences régionales des Nations Unies, les gouvernements, la Commission du statut de la femme et les groupes d'experts réunis par le Secrétariat.

Un pourcentage évalué à 40% du contenu du document élaboré lors du dernier Comité préparatoire (15 mars - 7 avril, New York) se trouve entre crochets, les points litigieux entrant dans plusieurs catégories. Les défis venaient du Saint-Siège et d'une petite minorité d'Etats membres qui soutiennent un rôle restrictif et traditionnel des femmes. Ils ont mis en cause le langage, convenu lors de conférences antérieures sur les droits de la femme en tant que personne, au sein de la famille et d'institutions, et en particulier celui relatif à ses droits sexuels et droits à la procréation, à la santé et aux structures familiales. Le langage controversé couvrait aussi l'interprétation et l'universalité des droits de la personne, le rôle des cultures et des religions et la violence à l'égard des femmes, nombre de ces points contestés ayant fait pourtant l'objet d'un accord à Vienne et au Caire.

D'autres points de désaccord ont émané des recommandations sur les échanges, le marché, l'environnement et l'orientation de l'économie mondiale, ces enjeux reflétant la division Nord-Sud. La plupart des paragraphes mis entre crochets sur ces questions ont été acceptés lors du Sommet Social à Copenhague qui a reconnu que l'accroissement du pouvoir politique, économique et social des femmes était un moyen d'éliminer la pauvreté, le chômage

et la désintégration sociale. Les pays riches, peu disposés à fournir des ressources appropriées pour mettre en œuvre les idées de changement et les mécanismes institutionnels, ont aussi introduit des parenthèses autour des paragraphes qui demandaient plus que ce qu'ils étaient prêts à donner.

Un sérieux pas en arrière?

«Comparé aux Stratégies prospectives adoptées en 1985, le projet de Plate-forme d'action de Pékin représente un sérieux pas en arrière». Telle est l'opinion de l'organisation faîtière des femmes d'Europe Women In Development Europe (WIDE) exprimée dans un communiqué récemment publié en réaction au projet. WIDE, qui a joué un rôle clé en faveur des droits à la procréation et des droits économiques au Caire et à Copenhague, craint que la Conférence de Pékin ne soit décevante. WIDE retient entre autres le paragraphe sur la pauvreté et critique le fait qu'on exhorte les ONG à mettre en œuvre les recommandations sans leur donner de ressources fi-

Quatre conférences de l'ONU sur les femmes

1975, Mexico. La première Conférence a élaboré un Plan d'action qui a conduit l'Assemblée générale de l'ONU à adopter, quatre ans plus tard, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, que 133 Etats ont signée à ce jour. Mais pas la Suisse.

1980, Copenhague. La Conférence a adopté un Programme d'action qui mettait l'accent sur l'éducation, l'emploi et la santé.

1985, Nairobi. La Conférence avait mission d'évaluer les progrès accomplis et les obstacles rencontrés. Elle a adopté des Stratégies pour la promotion de la femme d'ici l'an 2000, fixant un cadre d'action destiné à promouvoir l'accroissement du pouvoir des femmes et l'exercice de leurs droits.

1995, Pékin. La Commission de la condition de la femme au sein de l'ONU a révélé que, si la communauté mondiale était devenue plus consciente, la mise en œuvre des Stratégies semblait par contre s'être essoufflée. La quatrième Conférence vise à réanimer ce dynamisme et à adopter une nouvelle plate-forme visant à éliminer la pauvreté, supprimer les inégalités en matière de formation et d'éducation, garantir l'accès à la santé, à l'emploi et à la participation effective des femmes à l'activité économique et politique, à améliorer l'image des femmes dans les médias, à éliminer la violence à leur encontre.



Rencontre entre Gertrude Mongella et Jean-Paul II. Derrière les sourires, de nombreux désaccords.

(Photo Felici, ONU, 26 mai 1995).

nancières. Elle dénonce en particulier le déséquilibre qui existe dans le texte entre les recommandations faites au FMI et à la Banque mondiale (les programmes d'ajustement structurel conduisent souvent à une féminisation de la pauvreté) et celles concernant les ONG. WIDE demande que les ONG ne soient pas chargées de vaincre la pauvreté à la place de ceux qui ont créé les structures qui la perpétuent. L'organisation s'inquiète également d'une interprétation trop étroite dans le texte du rôle des femmes comme mères et protectrices.

Emplacement et concessions

Lorsque le Comité organisateur chinois a annoncé, en avril, un plan de dernière minute prévoyant le déplacement du Forum des ONG, qui serait installé non pas au centre de Pékin mais à une heure du lieu de réunion officiel de l'ONU, les ONG du monde entier ont décidé de se battre. Depuis lors, elles ont bruyamment mené campagne pour disposer d'un emplacement plus adéquat, en faisant valoir qu'on leur dérobait un point central.

Environ 1300 ONG ont obtenu l'autorisation de participer au Forum (30 août au 8 septembre); mais les hôtes chinois ont provoqué un tollé de protestations en Occi-

dent, accompagné de rumeurs de boycottage, lorsqu'ils ont décidé, en avril, que les manifestations n'auraient pas lieu au Stade des Travailleurs (dans le centre de Pékin) mais en campagne, à Huairong.

Le 8 juin, les organisateurs du Forum global des ONG ont accepté la décision controversée de la Chine de déplacer le lieu des manifestations, mais seulement après avoir obtenu en contrepartie une forte augmentation du nombre autorisé de participants.

Selon les termes du compromis, les organisateurs ont accepté l'emplacement de Huairong en échange de plusieurs concessions de la part de la Chine, notamment un net relèvement du nombre de personnes autorisées à participer, soit de 20 000, limite fixée initialement par la Chine, à 36 000. Le pays hôte a également accepté d'installer jusqu'à 3500 lignes téléphoniques internationales et d'assurer les transports nécessaires par bus entre Huairong et le lieu où se tiendra la conférence des Nations Unies, répondant ainsi à deux vives préoccupations du comité organisateur des ONG.

L'emplacement de Huairong a été rejeté par certains groupes de femmes qui l'ont jugé non seulement trop éloigné mais aussi inadéquat. Pour résoudre ce problème, Pékin a accepté d'y créer un lieu de réunion central de 42 hectares pour les activités de grande envergure. Les organisateurs

ont longuement insisté sur la nécessité de disposer d'un lieu de réunion principal, comptant au moins 6000 places, pour tenir les séances plénaires; ils craignaient en effet qu'en l'absence d'un tel lieu, le Forum soit dépourvu de pôle de convergence.

Les Chinois ont estimé que le Stade des Travailleurs ne pouvait convenir en raison de problèmes structurels, mais on indique de source officielle qu'il s'agit en fait d'un prétexte: les responsables de la ville et du parti communiste craignaient que des groupes de femmes n'organisent des manifestations embarrassantes sur la place Tiananmen ou en d'autres endroits du centre ville.

Un train pour la paix

Malgré les difficultés, les organisatrices non gouvernementales comptent bien faire du rendez-vous de Pékin un événement. A cet effet, trois trains emmèneront les déléguées en Chine. Le «Train pour la paix» est parti le 7 août d'Helsinki. Organisé par la Ligue internationale des femmes pour la paix à l'occasion de son 80^e anniversaire, le convoi emmènera en trois semaines 250 femmes engagées de l'Europe de l'Est jusqu'en Chine. Le train traversera des régions stratégiques, comme la Turquie ou le Kazakhstan. A chacune des étapes, des rencontres avec des groupes locaux de femmes permettront de débattre du thème de la Paix en rapport avec les difficultés spécifiques de chaque région. Le voyage sera l'occasion d'un «carnet de route», reportage filmé qui sera diffusé dès décembre. Voyage par le rail également pour le convoi «Femmes en train pour Pékin», dont le départ a été sifflé le 19 août à Paris et le «Beijing Express», organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement, qui a quitté Varsovie le 20 août.

Au début du mois d'août, alors que certaines Suisses étaient déjà en route dans le train parti d'Helsinki, «aucune des participantes au rendez-vous de Pékin n'avait reçu de confirmation officielle émanant d'un hôtel, document pourtant indispensable à l'obtention du visa d'entrée décerné par les ambassades chinoises» indiquait Danielle Bridel, membre du Comité d'organisation du Forum des ONG. Reste donc à savoir combien, parmi les 33 000 femmes inscrites au forum de Pékin obtiendront le laissez-passer.

Une chose est sûre, les représentantes des femmes tibétaines ne seront pas du voyage. Ainsi en a décidé le Conseil économique et social réuni à Genève le mois dernier. Onze seulement des dix-neuf ONG qui tentaient de recevoir une accréditation ont été agréées. Parmi les exclues figurent toutes les représentantes des femmes tibétaines.

Sylviane Klein

Source: *L'interdépendant*, bulletin d'information du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, juillet 1995.